

LE CAIRE

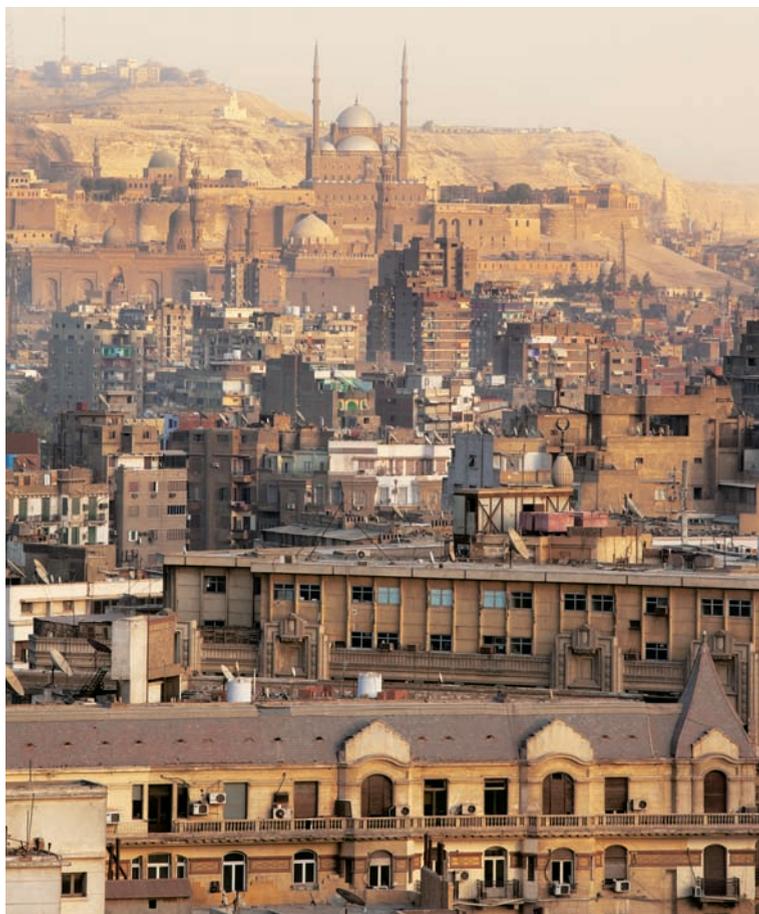
QUARTIER DU 6-OCTOBRE - JUIN 2014

La ville nouvelle du 6-October marque la limite urbaine ouest du Caire, face au désert. Créée dans les années 1980 par des promoteurs privés, elle accueille aujourd'hui près d'un million d'habitants issus des classes moyennes et favorisées. Un master plan établi en 2012 tente d'en diversifier le logement, d'y implanter des espaces publics et de développer une activité touristique en profitant de la proximité des pyramides de Gizeh. *(photo Clément Guillaume)*



ARRÊT SUR IMAGE





LE CAIRE, DU CŒUR OTTOMAN AUX FRANGES DU DÉSERT

Le Caire est face aux défis actuels de toutes les grandes métropoles du sud. Malgré les difficultés politiques, comment l'immense cité peut-elle résoudre l'équation de la ville durable en intégrant l'habitat informel, la valorisation de son riche patrimoine, la création d'une identité forte et l'objectif d'une «ville pour tous»? Le peu d'impact des politiques publiques sur la question génère des dynamiques autonomes et le développement d'initiatives de la part de la société civile. Des mouvements qui pourraient amorcer une manière bien spécifique pour fabriquer la ville.

Hélène Reinhard

Avec ses 18 millions d'habitants, Le Caire est la plus grande métropole du monde arabe et d'Afrique. Irriguée par le Nil, avec ses pyramides, son cœur médiéval ottoman, et ses quartiers Art Déco, elle est l'un des berceaux de la culture orientale, riche d'histoire et de patrimoine. L'université al-Azhar, l'une des plus anciennes au monde, est encore un pôle d'attraction pour toute la sphère universitaire arabe. Aujourd'hui, la ville ressemble peu à celle des romans de Naguib Mahfouz, premier écrivain arabe à obtenir le prix Nobel de littérature en 1988. Au premier abord, elle semble unie sous une couche de poussière qui l'habille d'un monotone gris beige. Le capharnaüm des klaxons et du bazar ambiant la rend difficile d'accès et parfois même franchement invivable, mais ce nid bouillonnant lui permet de vivre de projets d'avenir. Roman Stadnicki, responsable du pôle ville et développement durable au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales en Égypte et au Soudan (relevant du ministère des Affaires étrangères français), trace le portrait d'une cité post-révolution de 2011, où les politiques publiques, trop faibles pour porter une réelle volonté de mouvement, laissent la place à une action importante de la société civile qui se mobilise pour le droit au logement. «La ville formelle, institutionnelle, est une ville bloquée, aux côtés de la ville informelle qui se développe et s'embourgeoise. L'amélioration des conditions



PAGE DE GAUCHE. La ville ottomane et le quartier européen de la fin du XIX^e et début du XX^e siècle ont fait l'objet d'un relevé de façades en vue de leur préservation et de leur rénovation.

CI-DESSUS ET CI-CONTRE. Le quartier du «6-October», première ville nouvelle de la banlieue du Caire, créée dans le désert.



de vie dans l'espace urbain figurait parmi les revendications des manifestants de 2011 », rappelle-t-il.

L'urbanisation du désert

Dans les années 1970-1980, le gouvernement égyptien a pris conscience du rapide essor démographique en cours. Pour gérer l'afflux de populations rurales dans la capitale, il décide la création de villes nouvelles dans le désert. Il s'agit de décongestionner le centre-ville bondé et désordonné et d'édifier des banlieues propres, organisées et verdoyantes, qui permettront de loger toutes les catégories de population, y compris les travailleurs pauvres. Le quartier du 6-October en est le premier exemple. Sa construction démarre en 1985. Sur le même modèle, une dizaine d'autres quartiers voient le jour : 10 th Ramadan, Saddath City, New Cairo, etc. Le terrain, propriété publique, a été revendu à bas prix à des promoteurs privés, pour qu'ils construisent, à l'aide de subventions, des logements sociaux. Aujourd'hui, 6-October est une cité qui compte presque un million d'habitants. Elle possède la capacité d'absorber l'excédent de population de la capitale ainsi que les zones industrielles qui pourraient créer de l'emploi. Salma Yousri, de l'agence Archplan, chargée par le ministère du logement d'établir un master plan pour tenter d'en améliorer le développement, nous raconte comment les rêves humanistes du début ont laissé place à une importante ségrégation sociale : « Les logements sociaux n'ont jamais pu être attribués aux travailleurs pauvres, faute de prix adéquats. Ils se sont rapidement constitués en véritables *gated communities* pour classes favorisées avec la proposition, à grand renfort de publicité, d'un éden sécurisé avec centres commerciaux, autoroutes permettant de rejoindre le centre-ville, et espaces verts privés avec piscines. » Dès lors, l'objectif principal du master plan, établi en 2012, était

de rétablir une certaine idée de la mixité sociale par la production publique de logements à bas coûts, qui pourront enfin s'adresser aux ouvriers exerçant dans les nombreuses usines – notamment de haute technologie – implantées dans la zone. Une autre activité pourrait être le tourisme, profitant des hordes de visiteurs attirés par les pyramides de Gizeh, toutes proches. Le but est de les inciter à rester sur place en créant des parcs animaliers pour des safaris et des *resorts* de luxe. Mais il faut d'abord améliorer considérablement les transports, les autoroutes menant au centre-ville étant perpétuellement embouteillées. Un autre enjeu repéré est celui de l'espace public. Les espaces verts sont aujourd'hui cantonnés à l'intérieur des résidences sécurisées et la notion d'espace « pour tous » est quasi inexistante. Mais l'intervention de l'agence Archplan se limite à l'édition de guides à l'usage des investisseurs visant à instaurer de bonnes pratiques de conception et de gestion des espaces verts. Le master plan, diffusé auprès des différents organes du ministère de l'Habitat et de ses partenaires, fait aujourd'hui l'objet d'une phase d'évaluation.

La ville informelle

Le défi est de taille pour faire de cette cité un quartier d'avenir connecté à la capitale et pas uniquement fermé sur ses habitants, avec une identité en lien avec le riche patrimoine du Caire. Des squelettes de bâtiments résidentiels inachevés s'alignent à perte de vue. Salma Yousri émet de sérieux doutes sur la capacité à débloquer les fonds publics qui seraient nécessaires, notamment à cause de l'absence de lien entre gestion nationale et gestion municipale. Les différents épisodes de révolution n'ont pas arrangé les choses, rendant frileux les gouvernements successifs. D'une autre nature, faite de constructions sur des terrains sans

ÉVÈNEMENT



CI-CONTRE. Le cimetière nord, investi par l'habitat informel compterait près d'un million d'habitants.

CI-DESSUS. Le quartier dit «des chiffonniers» vit du recyclage des déchets.

PAGE DE DROITE. Le nouveau parc al-Azhar et l'aménagement d'un espace public dans le quartier Darb al-Ahmar, financés par la fondation Aga Khan, dans le cadre du programme Medinas 2020.

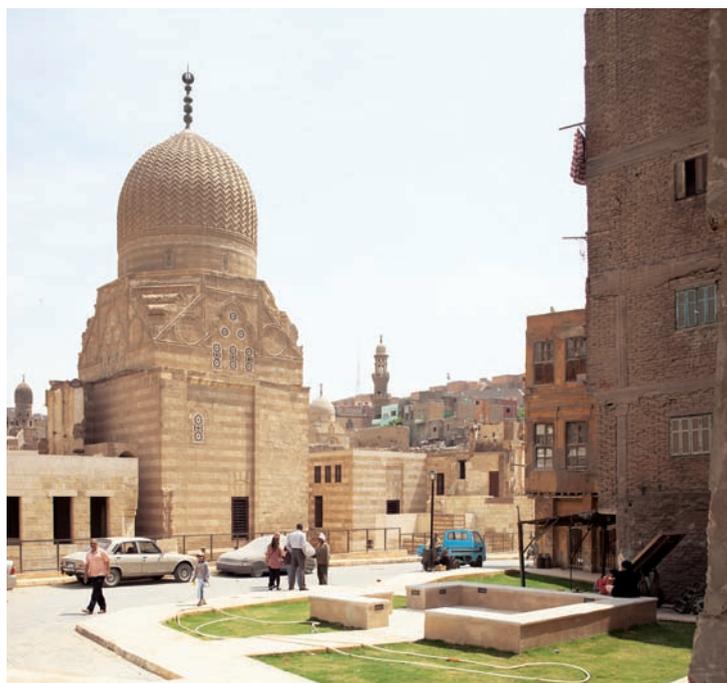
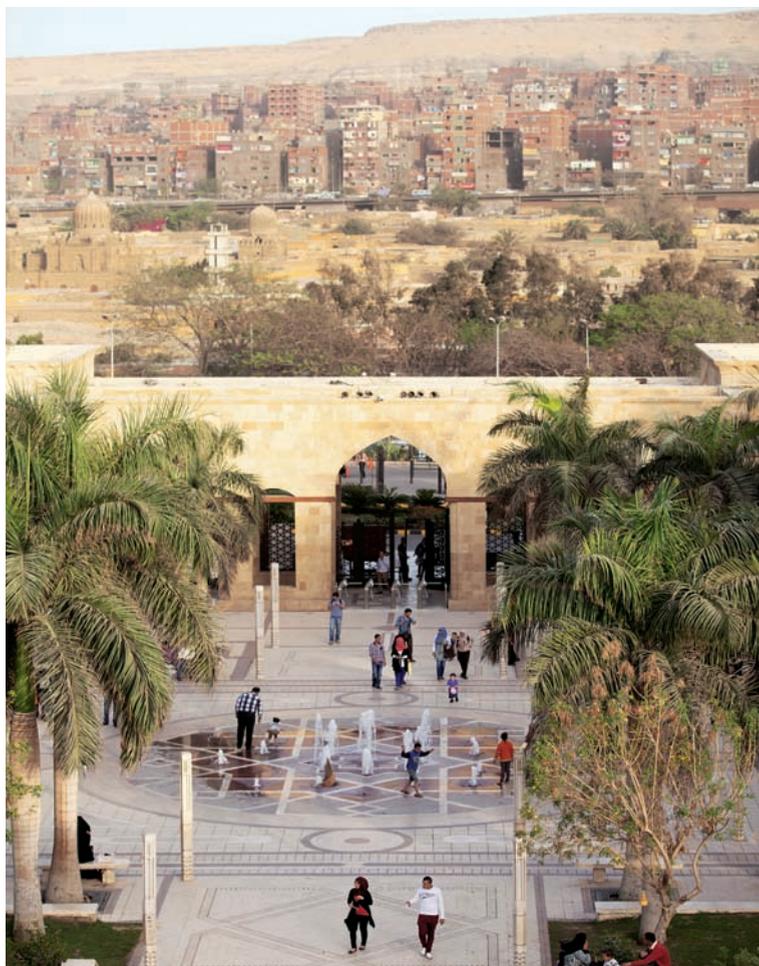
autorisation, la ville informelle grignote de plus en plus d'espace sur une grande partie des terrains agricoles bâtis – souvent par leurs propriétaires – d'immeubles pouvant aller jusqu'à sept ou huit étages. Ces constructions en structure béton armé et remplissage brique, sans revêtements, avec de nombreux murs aveugles, ont été édifiées à la hâte et sans plan d'urbanisme. De temps en temps, un balcon peint de couleur vive fait émerger une touche personnelle. Cette ville-là, malgré les plans d'éradication des gouvernements, est la ville de demain. Des collectifs d'artistes et d'urbanistes commencent à plancher sérieusement sur la question de son devenir. Ces quartiers représentent une réponse au besoin de logement de la population pauvre qui veut vivre à proximité des endroits d'embauche potentielle situés en centre-ville. Deux types d'habitat informels sortent du lot. Les quartiers des «chiffonniers», habités par des familles paysannes de Haute-Égypte – les Zabaleens –, en majorité de religion chrétienne copte, qui ont émigré à la ville à partir des années 1940. Ils ont organisé leur survie de façon communautaire en récoltant, triant, recyclant et revendant les déchets des particuliers. Ces quartiers informels sont dédiés au recyclage. Au rez-de-chaussée, on trouve les ateliers, dans les étages, des appartements, parfois luxueux. Dans le quartier situé en contrebas du monastère Saint-Simon creusé dans la falaise du Moqattam, haut lieu touristique copte, l'odeur est pestilentielle, mais l'organisation méthodique de la communauté en fait un quartier bien tenu. Une ONG, Spirit of Youth, propose l'embauche des enfants tout en leur permettant de suivre des cours dispensés sur place. L'association s'occupe également de fédérer et représenter la communauté des Zabaleens auprès du gouvernement dans le but de consigner des accords écrits leur donnant un statut réel de collecteurs de déchets.

La «cité des Morts» est un autre haut lieu de l'habitat informel. L'immense cimetière nord du Caire rassemble des milliers de parcelles accueillant des mausolées appartenant aux riches familles égyptiennes. Ce cimetière géant est colonisé depuis la fin du XVIII^e siècle par des familles très pauvres qui habitent les mausolées et ont fait de l'endroit un véritable quartier d'habitation, un territoire de non-droit. Bien que son emprise territoriale soit importante, le quartier n'a jamais été cadastré par les autorités, qui font mine d'en nier l'existence.

Sur place, une ONG italienne tente vaillamment de développer un programme de cultures potagères hors-sol pour la sécurité alimentaire des familles et d'édification de volières à colombes, prisées des Égyptiens. Sans aucun appui local, le programme a permis d'entamer, à l'aide de quelques universitaires bénévoles, un registre des familles et des parcelles, une tentative de cadastre, un minuscule élan vers la formalisation d'une reconnaissance du droit à la ville des habitants.

Le patrimoine ancien

L'immense héritage architectural qui constitue une large part du centre-ville se dégrade à une vitesse qui rend sa prise en charge urgente. Dans le quartier dit Downtown, – qui abrite la désormais célèbre place Tahrir – construit à la fin du XIX^e siècle, lorsque la capitale se voyait déjà comme le Paris oriental, les loyers sont si bas – protégés par une loi qui empêche leur hausse – que les propriétaires sont dans l'incapacité de rénover leurs biens. Soheir Hawas, qui a créé l'Agence municipale pour l'Harmonie urbaine, veille à l'instruction des permis de construire et planifie la préservation du patrimoine. Elle a effectué un immense travail de relevé des façades, qui permet d'édicter des règles d'édification



Photos Clément Guillaume

et de rénovation. Jusqu'à il y a peu, les habitants, majoritairement pauvres, agrandissaient de façon anarchique leurs maisons, malgré les efforts de l'Unesco pour alerter les gouvernements successifs. Un acteur important du monde arabe, la Fondation Aga Khan, par l'intermédiaire du prince Aga Khan lui-même, amoureux du Caire, a pris le relais de la puissance publique pour façonner un morceau de ville: elle finance la rénovation du quartier Darb al-Ahmar, l'un des quartiers du Caire médiéval, le plus pauvre, avec l'objectif que ses habitants puissent rester sur place.

Parc Al-Azhar

Différentes actions sont menées comme la rénovation d'une ancienne madrasa (école coranique), qui abrite aujourd'hui les bureaux de la fondation, la réhabilitation des mosquées et lieux de culte, la création de microespaces publics (placettes et jardins), l'aménagement d'une trentaine de terrasses... Le projet fait partie du programme Medinas 2020. Le Caire manquait cruellement d'espaces verts. La fondation Aga Khan a financé intégralement un immense parc édifié sur une ancienne décharge de la ville, entre le cimetière et la ville ancienne, avec une vue imprenable sur la citadelle. Ce parc accueille chaque année 2 millions de visiteurs, qui doivent payer un modeste droit d'entrée, comme pour tous les parcs de la ville. C'est une oasis de verdure bienvenue pour les couples d'amoureux et les familles qui partagent cette culture égyptienne du jardin. Son design à l'orientale a été pensé par l'architecte japonais Sasaki et le paysagiste cairote Maher Stino, à la suite d'une commande directe. La fondation en assurera sa gestion pendant vingt-cinq ans puis le donnera à la municipalité. Le produit de la vente des billets d'entrée est reversé pour moitié au gouvernement,

l'autre moitié étant réinjectée dans le projet de restauration du quartier de Darb al-Ahmar. Cependant, une polémique concernant son accessibilité est en cours, l'unique entrée étant située en haut d'une colline, difficile à atteindre autrement qu'en taxi, ce qui filtre les visiteurs. Une deuxième entrée a été créée mais uniquement pour les habitants du quartier de Darb al-Ahmar. Tous les acteurs concernés par le devenir urbain du Caire dénoncent l'absence de promotion de la qualité, de développement de l'enseignement, de soutien à des opportunités, en vue de fabriquer une ville vivable. Pourtant l'exode vers la ville se poursuit, véhiculé par le rêve proposé par les programmes télé. Architectes, paysagistes, urbanistes, ne sont pas satisfaits de ce qui se construit, largement déconnecté des besoins réels. « Nous avons de très bons architectes mais ce sont les maîtres d'ouvrage qui décident et ils produisent des édifices de peu de valeur architecturale, estime Soheir Hawas. Les étudiants n'ont pas d'exemples valables sous les yeux. Heureusement, chaque année, j'en vois de nouveaux qui prennent conscience des enjeux et sont convaincus qu'il y a des choses à faire. Cela me donne de l'espoir pour le futur. » Kareem Ibrahim, architecte diplômé de l'université du Caire, est également optimiste: « On assiste à une résurgence des mouvements initiés dans les années 1940 par Hassan Fathy et une façon de réinterpréter l'architecture vernaculaire avec un modèle social participatif. » Ce patrimoine de savoirs est toujours vivant, et ne demande qu'à émerger à nouveau. Le contexte de l'instabilité politique pourrait même lui permettre d'éclore au grand jour. Si des mouvements se mettent en place, si des colloques, manifestes et workshops se multiplient, les architectes et urbanistes pourront aider les habitants à participer au développement de leur ville.